

## **Syrie : Handicap International s'alarme d'une nouvelle utilisation de sous-munitions**

Lyon, le 6 mars 2013 *L'armée syrienne a de nouveau employé des bombes à sous-munitions vendredi 1<sup>er</sup> mars à Alep, faisant au moins 19 tués et 60 blessés, dont de nombreux enfants. Au cours des derniers mois, les forces armées syriennes ont de plus en plus fréquemment et massivement utilisé ce type d'armes bannies des arsenaux de 111 pays. Ces utilisations ont été largement condamnées par les pays européens, dont la France, ainsi que les Etats-Unis. Particulièrement active dans le domaine de la dépollution de restes explosifs de guerre, Handicap International dénonce depuis juillet 2012 l'utilisation en Syrie de ces armes non-discriminantes et s'inquiète des conséquences sur le long terme de la pollution liée aux nombreuses sous-munitions qui n'ont pas explosé à l'impact.*

L'attaque a eu lieu dans un quartier résidentiel situé dans le district de l'Masaken Hanano, à l'est du centre-ville, à 11h30 vendredi 1<sup>er</sup> mars. L'armée syrienne aurait utilisé des bombes à sous-munitions d'origine soviétique.. L'attaque a été particulièrement meurtrière, tuant au moins 19 personnes et en blessant au moins 60 autres, dont de nombreux enfants. Donatella Rovera qui travaille pour Amnesty International s'est rendue sur place peu de temps après l'attaque. Elle a pu visiter les hôpitaux alentours qui ont accueilli les victimes et témoigne du nombre important d'enfants blessés. Au moment de l'attaque ceux-ci jouaient dans les ruelles ou dans les jardins. Selon Donatella Rovera, de nombreuses sous-munitions non explosées jonchaient les jardins, les cours, les rues ou les ruelles.

Marion Libertucci, responsable de plaidoyer armes pour Handicap International, commente : « *cette attaque rappelle les ravages que peuvent causer les bombes à sous-munitions lors d'une attaque sur une zone densément peuplée. Mais l'une des autres caractéristiques de ces armes est d'avoir un taux de ratés compris entre 5 et 40%. Cela signifie concrètement que pour les populations touchées, la menace ne s'arrête pas après le bombardement. Après l'attaque, elles se trouvent face à un danger omniprésent difficile à repérer. En particulier les enfants, souvent attirés par ces engins atypiques qui sont en fait des bombes prêtes à exploser. Ils représentent plus de 40% des victimes de sous-munitions. Nos équipes ont pu constater l'ampleur de la menace dans des pays comme le Liban, l'Irak ou même le Laos, où les opérations de dépollution se poursuivent près de 40 ans après la fin de la guerre. Lorsqu'il sera possible d'intervenir, le chantier de la dépollution des zones bombardées en Syrie sera immense* ».

Handicap International dénonce depuis juillet 2012 l'utilisation de bombes à sous-munitions et s'inquiète depuis fin 2012 d'une accélération et d'une augmentation de l'utilisation de ces armes. En effet, l'attaque du vendredi 1<sup>er</sup> mars n'est pas la première pour l'armée de Bachad El Assad. Selon Handicap International et les associations de la Coalition contre les bombes à sous-munitions (CMC), les forces armées syriennes ont récemment utilisé ces armes en octobre dans les localités de Lattaquié, Al-Tah, Tel Rifaat, Taftanaz, Ghouta... En décembre, des utilisations ont été reportées près de la ville d'Idlib. En janvier 2013, Latamneh, un village situé au Nord-Ouest de Hama a également été bombardé. Des suspicions d'utilisation près de la ville de Deir al-Assafir ont également été relayées en novembre 2012. De plus, d'autres utilisations ont été reportées depuis le 1<sup>er</sup> mars – des investigations sont en cours.

Plus de 15 Etats ont déjà condamné l'utilisation de bombes à sous-munitions par les forces armées syriennes, notamment l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la France, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, le Qatar, la Suisse, l'Angleterre et les Etats-Unis.

111 pays ont banni les bombes à sous-munitions de leur pratique et de leur arsenaux en signant la Convention d'Oslo qui interdit l'utilisation, la production, le stockage, le transfert de ces armes.

**Contact presse** : Nathalie BLIN – 04 26 68 76 47 / 06 60 97 09 38 – [nblin@handicap-international.fr](mailto:nblin@handicap-international.fr)

### **A propos de Handicap International**

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse, ) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.